

## **- ANNEXE -**

### **REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE LA COMMUNE DE LA GARDE**

### **BILAN DE LA CONCERTATION**

La concertation a permis d'informer les professionnels, les associations, les habitants et de recueillir leurs observations sur le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) de la ville de La Garde

Diverses modalités de concertation ont été mises en œuvre afin d'assurer une information la plus large possible sur le projet, modalités déterminées par la délibération n°29 du conseil municipal du 12 septembre 2016.

Ces modalités ont eu pour objectif :

- 1°) de rappeler les dates de la concertation ;
- 2°) de prévenir de la tenue d'une réunion publique sur le projet de RLP ;
- 3°) de préciser que le projet était consultable en version papier et qu'un registre papier permettait de réagir ;
- 4°) d'avertir que le projet était disponible en ligne sur Internet et que des observations pouvaient être transmises via des supports dédiés.

#### **▪ REUNION PPA ET REUNION PUBLIQUE**

- Organisation d'une réunion dédiée aux Personnes Publiques Associées qui s'est tenue à la Mairie de La Garde le 26 avril, à partir de 15h00 ;
- Organisation d'une réunion publique qui s'est tenue à Mairie de La Garde, le 26 avril 2018, à partir de 18h00

Invitation des principaux syndicats d'afficheurs et d'enseignistes, des principales associations de protection du paysage et de l'environnement<sup>1</sup> et des Personnes Publiques Associées, par courrier à participer à la concertation et aux différentes dédiées du 26 avril 2018 envoyés le 30 mars 2018.

#### **▪ AFFICHAGE**

Les délibérations suivantes ont été affichées sur les panneaux dédiés en façade de l'hôtel de ville :

- Délibérations : Les délibérations suivantes ont été affichées sur les panneaux dédiés en façade de l'hôtel de ville. Les délibérations sont restées consultables à la Mairie et au siège administratif de la Métropole aux jours et horaires habituels d'ouverture et étaient également téléchargeables sur le site Internet de la commune
- Délibération n°29 du conseil municipal du 12 septembre 2016 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité de La Garde et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation
- Délibération n°24 du conseil municipal du 11 décembre 2017 précisant les objectifs poursuivis dans le cadre de la procédure de révision du RLP et complétant la délibération n°29 du 12 septembre 2016

---

<sup>1</sup> Il s'agit des syndicats représentatifs de la profession d'afficheurs et des associations bénéficiant d'un agrément ministériel pour les questions environnementales

- Délibération n°10 du conseil municipal du 29 janvier 2018, informant la Métropole Toulon Provence Métropole de la volonté de la commune de poursuivre la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de son RLP au 1er janvier 2018,
- Délibération du conseil métropolitain n°18/02/29 du 13 février 2018, se prononçant en faveur de la poursuite et l'achèvement de la procédure de révision du RLP engagée par la Commune de La Garde,
- Délibération n°18 du conseil municipal du 19 mars 2018, donnant l'accord à la Métropole pour la poursuite des procédures relatives à la révision du PLU et du RLP

L'annonce de la Réunion Publique du 26 avril 2018 a également fait l'objet d'un affichage sur ces panneaux dédiés (06/04/2018)

#### ■ **SITES INTERNET DE LA COMMUNE ET DE LA METROPOLE**

Création d'une page dédiée à la procédure de révision du RLP :

<https://www.ville-lagarde.fr/mes-services-en-ligne/enseignes-publicites-tlpe/revision-reglement-local-de-publicite/>

- Précisions apportées sur les modalités et dates de concertation
- Mises en téléchargement des délibérations susmentionnées
- Mises en téléchargement du Diagnostic (le 05/04/2018), ainsi que du Projet de RLP (le 13/04/2018)
- Annonce de la réunion publique du 26 avril 2018 (le 06/04/2018)

#### ■ **JOURNAUX D'INFORMATIONS ELECTRONIQUES**

- Annonce de la réunion publique du 26 avril 2018 (le 06/04/2018)

#### ■ **RESEAUX SOCIAUX**

- Facebook de la Ville de La Garde : mise en ligne le 23/04/2018 de la date de la Réunion publique de présentation du Projet.
- Compte Twitter de la Ville de La Garde : mise en ligne le 25/04/2018 de la date de la Réunion publique de présentation du Projet.

#### ■ **L'HEBDO - Presse municipale**

- Parution de l'article « Réunion Publique » dans les Hebdo n°1467 du 16 avril 2018, n°1468 du 23 avril 2018, n°1469 du 30 avril 2018 et n°1470 du 07 mai 2018

Liens :

<https://www.ville-lagarde.fr/wp-content/uploads/publication/la-garde-hebdo-1467.pdf>

<https://www.ville-lagarde.fr/wp-content/uploads/publication/La-Garde-Hebdo-1468.pdf>

<https://www.ville-lagarde.fr/wp-content/uploads/publication/la-garde-hebdo-1469.pdf>

<https://www.ville-lagarde.fr/wp-content/uploads/publication/La-garde-hebdo-1470.pdf>

- Parution de l'article « Réflexion sur la publicité extérieure » dans l'Hebdo n°1473 du 28 mai 2018

Lien <https://www.ville-lagarde.fr/wp-content/uploads/publication/1473.pdf>

## ■ JOURNAL D'ANNONCES LEGALES – VAR MATIN

- Var matin du 21/04/2017 : avis administratif sur la délibération prescrivant la révision du RLP
- Var matin du 03/01/2018 : avis administratif sur la délibération prescrivant les objectifs complémentaires de la révision du RLP

## ■ REGISTRE DE CONCERTATION

Deux registres de concertation destinés aux observations de toutes personnes intéressées sont tenus à disposition :

- l'un au siège de la Métropole Hôtel de la Métropole – 107 boulevard Henri Fabre – 83000 Toulon – 2ème étage Service Planification
- le second à l'hôtel de ville de La Garde – Rue Jean-Baptiste Lavène – au 2ème étage service publicité.

Les observations peuvent également être adressées, par courrier sous enveloppe fermée, portant la mention « Révision du Règlement Local de Publicité », à Monsieur Jean-Pierre HASLIN, Vice – Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, – Hôtel de Ville – BP 121 83957 LA GARDE CEDEX.

Pour tout renseignement complémentaire, une adresse mail a été spécialement dédiée au projet de révision : [rlp@ville-lagarde.fr](mailto:rlp@ville-lagarde.fr)

### Contenu du registre

- Observations inscrites dans les registres mis à disposition en mairie et à la Métropole : néant. Il a pourtant été précisé que le registre était disponible sur le site internet de la ville et lors de la réunion publique.  
La clôture de la concertation a également été précisée sur le site de la commune, lors des réunions avec les personnes publiques associées, lors de la réunion publique, par voie d'affichage en mairie et sur les journaux d'informations électroniques de la commune.

Les registres mis à disposition en Mairie de La Garde et le dossier disponible sur le site Internet de la ville n'ont fait l'objet d'aucune remarque de la part des habitants.

- 2 courriers intégrés dans le registre (courriers détaillés ci-après)
- 3 courriels ont été intégrés dans le registre (courriels détaillés ci-après)

Le contenu du registre a été analysé tout au long de la procédure et lors des différentes réunions de travail.

La population a pu ainsi, de manière continue, suivre l'évolution de la procédure et en prendre connaissance par la mise à disposition d'éléments d'information en mairie et sur les sites internet de la Ville et de la Métropole.

## **COMPTE RENDU DE LA REUNION DEDIEE AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES DU JEUDI 26 AVRIL 2018**

Une réunion de concertation avec les Personnes Publiques Associées (PPA) a eu lieu sur le projet de RLP de la collectivité le jeudi 26 avril 2018 à l'hôtel de Ville de La Garde de 15h00 à 17h00. Son objectif était d'informer et de recueillir les observations des PPA sur le projet.

Dans un premier temps, le projet de la commune est exposé aux personnes présentes (cf. Feuille de présence). La seconde partie de la réunion est consacrée aux échanges avec les personnes participant à la réunion et dont voici les remarques :

- **Le Maire émet les observations suivantes :**
  - Il souhaite savoir si une étude d'impact des dispositifs lumineux et notamment du numérique existe actuellement. Il n'existe pas d'étude d'impact sur ces dispositifs.
  - Il demande quelles sont les règles applicables à l'affichage d'opinion. C'est le code de l'environnement qui règlemente ce type d'affichage (art. R.581-2 à R.581-5 du Code de l'environnement).
- **Le représentant du Parc Naturel de Port Cros émet les remarques suivantes :**
  - Il souhaite que l'extinction nocturne s'applique également à la publicité apposée sur mobilier urbain, notamment dans le périmètre du PNPC. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
  - Il souhaite savoir si le RLP de La Garde tient compte des RLP limitrophes pour créer une cohérence au niveau du territoire. Le RLP de La Garde est en cohérence avec le RLP de la commune voisine, Le Pradet.
- **La représentante de la DDTM83 émet les remarques suivantes :**
  - Elle souligne la qualité du projet présenté et la possibilité de réintroduire les publicités numériques sous format réduit (ex : 2m<sup>2</sup>) et avec des images fixes dans certaines zones de la commune (ZP2 et ZP3 principalement). La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
  - Elle souhaite savoir si une étude a permis de relever l'impact du RLP actuel (datant 1985) sur le territoire. Le RLP de 1985 n'est plus adapté aux enjeux de la commune. Et certaines prescriptions ne sont pas conformes au Code de l'environnement. De plus aucune règles sur les enseignes n'y est prévu.
- **Le représentant de la TPM émet l'observation suivante :** Il demande comment se situe le RLP de La Garde vis-à-vis des autres RLP du territoire Métropolitain. Il s'agit d'un RLP qui s'inscrit dans les tendances actuelles notamment concernant les formats des dispositifs publicitaires.
- **Le représentant du service urbanisme de La Garde émet l'observation suivante :** Il demande si la réglementation des publicités et préenseignes est impactée par un arrêté de Zone Agricole Protégée (ZAP). Il n'y a pas de prescriptions particulières fixées par le Code de l'environnement dans le cadre d'une ZAP, cependant la publicité et les préenseignes restent interdites hors agglomération.

Pour conclure, la commune remercie les personnes publiques associées présentes lors de la réunion pour leurs remarques. Elle rappelle que d'autres remarques peuvent être envoyées via l'adresse mail dédiée ou sur le registre papier jusqu'au 15 juin 2018. Les remarques émises lors de la réunion et pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de la concertation.

## COMPTE RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DU JEUDI 26 AVRIL 2018

Une réunion publique s'est tenue le jeudi 26 avril 2018 à l'hôtel de ville de La Garde de 18h00 à 19h30. Son objectif était de recueillir les observations de toute personne intéressée par le projet.

Dans un premier temps, le projet de la commune est exposé aux personnes présentes (cf. Feuille de présence). La seconde partie de la réunion est consacrée aux échanges avec les personnes participant à la réunion et dont voici les remarques :

- **Les représentants de société d'affichage émettent les remarques suivantes :**
  - Ils demandent à ce que le format des dispositifs publicitaires passe à 10,5m<sup>2</sup> au lieu de 8m<sup>2</sup>. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
  - Ils souhaitent que la règle de densité soit remplacée par une règle d'inter distance. Contrairement à l'inter distance qui peut entraîner des situations illégales « *d'abus de position dominante* », l'adaptation de la règle de densité est une possibilité explicitement prévue par le Code de l'environnement (art. L.581-9 et L.581-14 C. Env.).
  - Ils souhaitent que le domaine ferroviaire soit règlementé de manière distincte. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
  - Ils contestent l'autorisation unique de la publicité apposée sur mobilier urbain au détriment des autres types de publicités (notamment en ZP3). Il faut rappeler que cette adaptation est tout à fait légale car la ZP3 couvre le périmètre de protection des monuments classés / inscrit et des sites inscrits de la commune. A ce titre, la règle proposée est de réintroduire la publicité à un endroit où elle est normalement interdite. Cette possibilité est donnée explicitement par le code de l'environnement (art. L.581-8 C. Env.).
  - Ils souhaitent que le périmètre de protection aux abords des monuments historiques classés ou inscrits soient réduits de 500m à 100m. En l'espèce, le périmètre de protection est un périmètre délimité par la Commune.
- **Le représentant de l'Université de Toulon émet l'observation suivante :** Il souhaite que les grandes unités foncières soient prises en compte pour l'installation de dispositifs publicitaires en ZP1 (zone d'activités).
- **Le représentant des commerçants du centre-ville de La Garde émet l'observation suivante :** Il souhaite que le jalonnement commercial actuellement en place dans le centre-ville soit maintenu.
- **Une représentante de l'AFUZI (Association des entreprises du Pôle d'activités de Toulon-Est) émet la remarque suivante :** Elle souhaite que la règle de densité en ZP1 (zone d'activité) soit maintenue telle que présentée dans le projet.

La commune remercie l'ensemble des participants. La réunion s'achève à 19h30. Il est rappelé que d'autres remarques peuvent être envoyées jusqu'au 15 juin 2018. Les remarques émises lors de la réunion et pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de concertation.

## OBSERVATIONS REÇUES PAR COURRIER

### Paysages de France

Un courrier de l'association Paysages de France a été transmis le 26 avril 2018 à la commune de La Garde, avec pour objet la révision du règlement local de publicité (RLP) de la ville.

Dans ce courriel l'association Paysages de France, émet des remarques et observations sur les points suivants :

- La modification d'une erreur rédactionnelle dans le rapport de présentation concernant les interdictions absolues de publicités « *Les interdictions absolues de publicité apposées par le code de l'environnement ne peuvent être levées que par l'instauration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) sur le territoire* » Cette erreur va à l'encontre du code de l'environnement.
- En ZP1 (zone d'activités), elle propose d'interdire la publicité et de recourir exclusivement à la Signalisation d'Information Locale (SIL). Elle propose également autoriser uniquement les enseignes perpendiculaires au mur, les enseignes parallèles au mur dans la limite de 8 ou 10m<sup>2</sup> par façade commerciale, et les enseignes scellées au sol pour les établissements situés en retrait de la voie publique dans la limite de 3m<sup>2</sup>. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
- En ZP2 (zone agglomérée), elle propose d'autoriser uniquement la publicité sur mur aveugle dans la limite de 4m<sup>2</sup>. Elle propose également d'avoir une réglementation similaire à la ZP1 (zone d'activités) (cf. Point ci-dessus). La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
- En ZP3 (Espaces sensibles), elle propose de maintenir l'interdiction de publicité dont la publicité appose sur mobilier urbain, sur l'ensemble de cette zone. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
- Elle souhaite que la réglementation des publicités apposées sur mobilier urbain soit revue pour être en cohérence parfaite avec les objectifs de la délibération de la commune.
- Elle propose que les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu et que les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol soient interdites sur l'ensemble du territoire. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
- Elle propose d'encadrer les enseignes temporaires de la manière suivante : Réglementer la surface cumulée des enseignes parallèles au mur, dans la limite de 4m<sup>2</sup> et de limiter la surface des enseignes temporaires scellées au sol ou installées directement sur le sol à 3m<sup>2</sup>. La commune pourra réfléchir à cette possibilité.

Les remarques émises pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de concertation.

### Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) du VAR

Un courrier de l'UDAP a été transmis le 22 novembre 2018 à la commune de La Garde, avec pour objet la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville.

Dans ce courrier l'UDAP, émet des remarques et observations au titre des enseignes sur les points suivants :

- Il souhaite que la commune de La Garde se dote, en complément du présent RLP en cours de révision, d'une charte des devantures et des enseignes.

En l'espèce, les remarques ont été transmises après la date de fin de la concertation fixée par la collectivité. Cependant, l'UDAP pourra émettre ces remarques dans le cadre des avis des PPA et/ou dans le cadre de l'enquête publique. Les remarques émises ci-dessus n'impliquent pas de modification du projet de RLP. En effet, la Charte des devantures et des enseignes n'a pas de valeur juridique contrairement au RLP et peut constituer un document complémentaire à celui-ci. Cette charte n'est en aucun cas obligatoire dans le cadre d'une élaboration ou révision de RLP.

## OBSERVATIONS REÇUES A L'ADRESSE MAIL DEDIEE A LA CONCERTATION

### JC Decaux

Un courriel de la société JC Decaux a été transmis le 1<sup>er</sup> Juin 2018 à la commune de La Garde, avec pour objet la révision du règlement local de publicité (RLP) de la ville.

Dans ce courriel la société JC Decaux, émet des remarques et observations sur les points suivants :

- Elle souhaite que le projet précise que « *La publicité sur mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi express à d'autres dispositions contenues dans le RLP* ». La commune pourra réfléchir à cette possibilité.
- Elle souhaite que l'article 20 de la partie réglementaire concernant la levée de l'interdiction relative de publicité en ZP3 (Espaces patrimoniaux sensibles) soit précisé.
- Elle souhaite que la publicité apposée sur le mobilier urbain soit encadrée uniquement par la réglementation nationale (art. R.581-42 à R.581-47 du C. Env.).
- Afin de distinguer le régime applicables aux publicités numériques et aux publicités lumineuses éclairées par projection ou transparence et publicités non lumineuses, assujetties à la même réglementation, elle souhaite que la partie réglementaire précise le type de publicité lumineuse auquel s'applique les règles locales.
- Elle souhaite que la plage d'extinction nocturne ne s'applique pas à la publicité apposée sur mobilier urbain.

Les remarques émises pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de concertation.

### UPE (Union de la Publicité Extérieure)

Un courriel de l'UPE a été transmis le 1<sup>er</sup> Juin 2018 à la commune de La Garde, avec pour objet la révision du règlement local de publicité (RLP) de la ville.

Dans ce courriel l'UPE, émet des remarques et observations sur les points suivants :

- Elle souhaite que les dispositions générales du RLP (article 4) sur l'esthétisme et l'intégration paysagère soient précisées pour éviter toute insécurité juridique.
- Elle souhaite que les dispositions générales du RLP (article 4) soient modifiées de la manière suivante « *Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Elles sont toutefois admises lorsqu'elles sont intégralement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser. Les échelles, jambes de force, gouttières à colle ou tous autres dispositifs annexes fixes demeurent proscrits.* »
- Elle souhaite que le zonage apparaisse plus clairement dans l'ensemble du projet de RLP.
- Elle souhaite que le format des dispositifs publicitaires soit encadré de la manière suivante « *les dispositifs peuvent recevoir des publicités d'une surface unitaire utile maximale de 8m<sup>2</sup>. Le format, encadrement compris, de ces publicités ne peut excéder 11m<sup>2</sup>.* ».
- Elle souhaite que le domaine ferroviaire bénéficie d'une réglementation spécifique compte tenu de ces particularités. Elle propose la disposition suivante « *Aucune distance n'est à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie routière ou par une voie ferrée. Le domaine public ferroviaire constituant une seule unité foncière propriété de la SNCF, la gestion des distances entre chaque dispositif peut être parfaitement assurée.* »
- Elle demande que les articles 6 et 10 du RLP soient précisés vis-à-vis de la réglementation applicable à la publicité numérique, à la publicité éclairée par projection ou transparence et à la publicité non lumineuse.
- En ZP2 (Zone agglomérée), elle propose de modifier la règle de densité de la manière suivante : Entre 0 et 25 mètres linéaires : 0 dispositif / entre 25 m et 100 m : Un seul dispositif et plus de 100m : 2 dispositifs autorisés avec un espacement de 50 mètres.
- Concernant la règle de densité, l'UPE suggère que le RLP reprenne les considérants de l'arrêt (CAA Nancy, 18 mai 2017, n°16NC00986) pour préciser l'application de la règle de densité.
- Elle souhaite que les bâches publicitaires soient soumises à la réglementation nationale.
- Elle souhaite que l'intitulé de la ZP3 (espaces patrimoniaux sensibles) soit modifié et que la mention « *site classé* » soit retirée afin d'être en cohérence avec le Code de l'environnement.
- Elle propose de modifier les définitions de mur aveugle et de palissade de chantier de la manière suivante : « *un mur aveugle est un mur plein ou ne comportant qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré* » et « *Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un éléments grillagés.* »

Les remarques émises pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de concertation.

Syndicat Nationale de la Publicité Extérieure (SNPE)

Un courriel du SNPE a été transmis le 13 Juin 2018 à la commune de La Garde, avec pour objet la révision du règlement local de publicité (RLP) de la ville.

Dans ce courriel le SNPE, émet des remarques et observations sur les points suivants :

- Il souhaite que le format des dispositifs publicitaires soit encadré de la manière suivante « *ni avoir une surface unitaire de plus de 8m<sup>2</sup>. Le format encadrement compris, de cette publicité ne peut excéder 11m<sup>2</sup>.* »
- Il souhaite que la règle de densité en ZP2 (zone agglomérée) soit modifiée de la manière suivante : 0 à 15m : 0 dispositif / de 15m à 40m : 1 dispositif / de 40m à 80 : 2 dispositifs / Et plus de 80m, 1 dispositif supplémentaire par tranche de 80m au de la de la première.
- En ZP3 (Espaces patrimoniaux sensibles), le SNPE souhaite que le format des publicités apposées sur mobilier urbain soit limitée à 2 mètres carrés et d'interdire la publicité numérique sur mobilier urbain.
- Il souhaite que les bâches publicitaires et la publicité numérique soient encadrées par la réglementation nationale.

Les remarques émises pendant la phase de concertation seront analysées par la commune pour éventuellement modifier le projet et dresser le bilan de concertation.

## LES POINTS SUIVANTS DU PROJET DE RLP ONT ETE MODIFIES EN TENANT COMPTE DES REMARQUES RECUES LORS DE LA CONCERTATION

- La mention « *Les interdictions absolues de publicité posées par le code de l'environnement ne peuvent être levées que par l'instauration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) sur le territoire.* » de la partie « *Les interdictions absolues* » du rapport de présentation est modifié de la manière suivante « *Les interdictions absolues de publicité apposées par le code de l'environnement ne peuvent pas être levées par l'instauration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) sur le territoire.* ».
- L'application de la règle de densité précisée par l'arrêt de la Cour Administrative de Nancy est intégrée à la partie « *justification des choix retenus en matière de publicité et préenseignes* » du rapport de présentation afin de détailler la mise en œuvre de la règle de densité sur le territoire.
- Le lexique des annexes du RLP et notamment les définitions de « *Mur aveugle* » et « *Palissade de chantier* » sont modifiés de la manière suivante « *un mur aveugle est un mur plein ou ne comportant qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré* » et « *Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée soit d'éléments pleins sur toute sa hauteur, soit d'éléments pleins en partie basse surmontés d'un éléments grillagés* ».
- La mention « *La zone de publicité n°3 (ZP3) couvre les espaces patrimoniaux sensibles. Elle correspond aux périmètres de protection des monuments et sites classés et inscrits situés en agglomération.* » de l'article 3 de la partie réglementaire est modifié de la manière suivante « *La zone de publicité n°3 (ZP3) couvre les espaces patrimoniaux sensibles. Elle correspond aux périmètres de protection des monuments classés et inscrits et des inscrits situés en agglomération.* ».
- L'article 4 « *dispositions générales* » de la partie réglementaire est complétée par la disposition suivante « *La publicité sur mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi express à d'autres dispositions contenues dans le RLP* » mais également concernant les dispositions communes applicables aux publicités, enseignes et préenseignes.
- La mention « *Les accessoires liés à l'entretien et/ou la pose des dispositifs publicitaires (passerelles, gouttières à colles, etc.) sont interdits.* » de l'article 4 « *dispositions générales* » de la partie réglementaire est adaptée de la manière suivante « *Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Elles sont toutefois admises lorsqu'elles sont intégralement repliables et demeurent pliées en l'absence des personnes chargées de les utiliser. Les échelles, jambes de force, gouttières à colle ou tous autres dispositifs annexes fixes demeurent proscrits. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du dispositif.* ».
- Les articles sur les interdictions en ZP1, ZP2 et ZP3 sont complétés afin d'interdire les publicités apposées sur clôture.
- Les articles, 7, 14 et 15 de la partie réglementaire sont modifiés de la manière suivante « *La publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence et non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture* » et « *Les dispositifs publicitaires lumineux éclairés par projection ou transparence et non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol* » afin d'être en conformité avec la réglementation nationale.

- L'article 21 de la partie réglementaire est modifié de la manière suivante « *Article 20 Dérogation à l'article L.581-8 du Code de l'environnement* ». Cet article est également complété pour permettre la réintroduction de dispositifs publicitaires supplémentaires.
- Un article supplémentaire est ajouté dans le Titre 4 « *Dispositions applicables aux publicités et aux préenseignes en ZP3* » afin d'encadrer les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol réintroduites en ZP3.
- Les articles 11, 13, 18, 20, 22 sont modifiés pour préciser que la publicité numérique est autorisée notamment sur mobilier urbain. Les formats des publicités supportées par le mobilier urbain sont précisés et distingués suivant s'ils sont numériques ou pas.
- L'ordre de l'article sur la publicité numérique et de l'article sur la densité en ZP1 sont inversés pour une meilleure compréhension du projet.
- L'article sur la densité en ZP1 de la partie réglementaire est modifié de la manière suivante : « *La règle de densité concerne :- les publicités lumineuse et non lumineuses apposées sur un mur ; - les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, lumineux ou non lumineux. Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaires. Par exception, il peut être installé : - deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaire. Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaires, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première. Une inter-distance d'au moins 60 mètres doit être respectée entre les dispositifs publicitaires installées sur l'unité foncière.* ».
- L'article sur la densité en ZP2 de la partie réglementaire est modifié de la manière suivante « *La règle de densité concerne : - les publicités non lumineuses apposées sur un mur ou une clôture ; - les publicités lumineuses apposées sur un mur ; - les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, lumineux ou non lumineux. Sur une unité foncière disposant d'un côté bordant une voie ouverte à la circulation publique est supérieure ou égale à 40 mètres, il peut être installé : - soit un dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol lumineux ou non ; - soit une publicité apposée sur un mur lumineuse ou non lumineuse ; - soit une publicité apposée sur clôture non lumineuse ;* »
- L'article sur la densité en ZP3 de la partie réglementaire est modifié de la manière suivante « *règle de densité concerne : - les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol, lumineux ou non lumineux. Sur une unité foncière disposant d'un côté bordant une voie ouverte à la circulation publique est supérieure ou égale à 40 mètres, il peut être installé : - soit un dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol lumineux ou non ; - soit une publicité apposée sur un mur lumineuse ou non lumineuse ; - soit une publicité apposée sur clôture non lumineuse ;* »
- La cartographie est également modifiée afin d'intégrer une partie du domaine ferroviaire à la ZP1 et une partie du secteur de l'université pour permettre le maintien de certains dispositifs publicitaires de ces espaces.
- Les articles concernant les interdictions des enseignes en ZP1, ZP2 et ZP3, sont complétés pour interdire d'autres types d'enseignes peu qualitatif pour le cadre de vie de la commune.
- L'article concernant les « *enseignes temporaires* » de la partie réglementaire est complété. Il limite la surface cumulée des enseignes temporaires parallèles au mur et encadre l'utilisation

des enseignes temporaires sur clôture et des enseignes temporaires scellées au sol ou installées directement sur le sol.

- La plage d'extinction nocturne a été modifiée de 23h à 06h au lieu de minuit – 6h00 initialement ;
- Les articles 12 et 19 de la partie réglementaire sont modifiés de la manière suivante « *Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 6 heures, y compris de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.* » et un article similaire est ajouté en ZP3.
- Les articles concernant les bâches publicitaires sont modifiés pour permettre en ZP1 de régir ces dispositifs uniquement avec les règles issues du Code de l'environnement (suppression de l'article en question dans la partie réglementaire), et d'adapter la surface maximale autorisée pour ces dispositifs en ZP2 ;
- L'article concernant la surface des enseignes numériques en ZP1 est modifié pour permettre une surface maximale d'enseigne numérique de 4 mètres carrés ;
- L'article concernant les enseignes sur clôture en ZP2, est modifié pour permettre une surface maximale d'enseigne sur clôture de 2 mètres carrés.